



ARRETE n°2023 – 03-2023 **fixant des limitations et restrictions d'eau** **sur le territoire communal**

Le Maire de CLAIRA ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.210-1 L.211-3 et R.211-66 à R.211-70 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code Civil et notamment ses articles 640 à 645 ;

VU le Code Pénal et notamment ses articles R.610-5 et 131-13 ;

VU l'arrêté préfectoral cadre n°DDTM/SER/2018/150-0002 du 30 mai 2018 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau du département ;

VU l'arrêté préfectoral des Pyrénées-Orientales n°DDTM/SER/2023-129 du 9 mai 2023 portant restrictions temporaires des usages de l'eau, et plaçant le secteur Salanque des nappes plio-quaternaires en niveau de crise, ainsi que les arrêtés préfectoraux complémentaires survenus depuis cette date ;

VU le Plan communal d'économie d'eau mis en place dans la commune et la charte d'engagement signée par la commune lors de la séance du conseil municipal du 15 mai 2023 ;

CONSIDERANT la baisse considérable des réserves d'eau potable de la commune ainsi que la baisse des débits des sources et des cours d'eau// du niveau des nappes souterraines alimentant le réseau ;

CONSIDERANT le déficit pluviométrique et l'absence d'amélioration significative de la situation à court terme ;

CONSIDERANT le risque de rupture d'alimentation en eau potable de la commune et les difficultés de lutte contre les incendies consécutives au manque d'eau ;

CONSIDERANT la nécessité de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu la santé, la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales le Maire peut prendre des mesures de police administrative générale adaptée à la situation locale pour restreindre les usages de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques ;

ARRÊTE

Article 1er : Consommation domestique de l'eau

L'utilisation de l'eau à des fins domestiques doit être restreinte au strict minimum, c'est à dire limitée à l'alimentation en eau potable des populations, aux usages sanitaires et à l'abreuvement des animaux.

Article 2 : Usages limités ou interdits

Les restrictions d'usage de l'eau applicables sur le territoire communal sont fixées par l'arrêté préfectoral en vigueur portant restrictions temporaires des usages de l'eau. Ces restrictions concernent tous les moyens de prélèvement de l'eau : puits, forages, canaux d'arrosage, retenues de stockage, réseau public, etc.

En complément de ces restrictions générales, les mesures suivantes sont mises en place spécifiquement sur le territoire de la commune :

- en application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral en vigueur, l'arrosage des potagers vivriers est possible sur le territoire communal, sans utiliser les canaux d'irrigation, et uniquement le mercredi et le samedi de 20h à 2h,
- l'usage des bornes incendie est strictement réservé au Service Départemental d'incendie et de Secours.

Article 3 : Durée d'application

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès sa publication et jusqu'au 13 juin 2023 inclus, période de validité de l'arrêté préfectoral en vigueur.

Elles seront actualisées au tant que de besoin, par arrêté complémentaire, en fonction des débits constatés et de l'évolution pluviométrique.

Article 4 : Sanctions

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté s'expose à une peine d'amende prévue pour les contraventions de 2e classe.

En cas de non-respect des mesures édictées, le service public de l'eau potable pourra réduire la distribution d'eau potable par tout moyen.

Article 5 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire de CLAIRA ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, situé 6 rue Pitot, 34000 Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Article 6 : Exécution et publication

Le Maire est chargé de l'application du présent arrêté.

Une copie est adressée à :

- Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales et le Sous-Préfet de Perpignan,
- la SAUR,
- Gendarmerie de Bompas,
- Police municipale,
- DDTM – police de l'eau,
- ARS – Service Santé Environnement.

Le Maire
Marc PEIT



Fait à CLAIRA,

Le 17 MAI 2023